



CÔTE D'IVOIRE

RETOUR SUR SIX MOIS DE
VIOLENCES POST-
ÉLECTORALES

RÉSUMÉ

AMNESTY
INTERNATIONAL



Amnesty International Publications

Publié en 2011 par
Amnesty International Publications
Secrétariat International
Peter Benenson House
1 Easton Street
London WC1X 0DW
Royaume-Uni
www.amnesty.org

© Copyright Amnesty International Publications 2011

Index: AFR 31/003/2011
Langue originale : français
Imprimé par Amnesty International, Secrétariat international, Royaume-Uni

Tous droits de reproduction réservés. Cette publication ne peut faire l'objet, en tout ou en partie, d'aucune forme de reproduction, d'archivage ou de transmission, quels que soient les moyens utilisés (électroniques, mécaniques, par photocopie, par enregistrement ou autres), sans l'accord préalable des éditeurs.

Amnesty International est un mouvement mondial regroupant 2,2 millions de personnes dans plus de 150 pays et territoires, qui luttent pour mettre fin aux graves atteintes aux droits humains. La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits humains. Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de toute croyance religieuse.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



1. INTRODUCTION

Les violences survenues suite à l'élection présidentielle contestée de novembre 2010 ont entraîné la plus grave crise humanitaire et de droits humains qu'ait connue la Côte d'Ivoire depuis la partition *de facto* du pays en septembre 2002. Des centaines de personnes ont été tuées illégalement, souvent uniquement sur la base de critères ethniques ou d'affiliations politiques présumées. Des femmes et des adolescentes ont été victimes de violences sexuelles, y compris de viols, et des centaines de milliers de personnes ont été contraintes de fuir leur domicile pour trouver refuge dans d'autres régions de la Côte d'Ivoire ou dans les pays voisins, notamment au Libéria.

Des milliers de personnes demeurent déplacées après avoir fui les violations et atteintes aux droits humains qui ont continué à être perpétrées par les deux parties après l'arrestation de l'ancien Président Laurent Gbagbo. Alors que des dizaines de personnes ont été tuées par les milices pro-Gbagbo, les groupes ethniques, considérés comme favorables à Laurent Gbagbo, n'ont bénéficié que de peu voire d'aucune protection ni de la part des Forces républicaines de Côte d'Ivoire créées par le président Alassane Ouattara, ni de la part des Forces de maintien de la paix de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

Les informations recueillies par Amnesty International montrent clairement que toutes les parties au conflit ont commis des crimes au regard du droit international, y compris des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Le présent document présente des témoignages recueillis par Amnesty International au cours de deux missions en Côte d'Ivoire. Ces cas illustrent les violations des droits humains commises depuis novembre 2010. Toutes ces informations sont développées dans le rapport intitulé « *Ils ont regardé sa carte d'identité et l'ont abattu* ». *Retour sur six mois de violences post-électorales en Côte d'Ivoire*, (Index AI : AFR 31/002/2011), qui fournit une analyse plus approfondie du contexte ainsi que des causes et les responsabilités des toutes les parties qui ont commis des crimes de guerre et contre l'humanité au cours des violences qui ont secoué le pays au cours des six derniers mois.

2. VIOLATIONS ET ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS COMMISES À ABIDJAN

VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS COMMISES PAR LES FORCES DE SECURITÉ LOYALES À LAURENT GBAGBO

Exécutions extrajudiciaires et autres exécutions illégales

Le corps de Yousof Fofana, tué illégalement chez lui par les forces de sécurité loyales à Laurent Gbagbo lors de la répression d'une manifestation en faveur d'Alassane Ouattara à Abidjan en décembre 2010.



Devant le refus de Laurent Gbagbo de reconnaître les résultats certifiés par l'ONU, puis par l'ensemble de la communauté internationale, des partisans d'Alassane Ouattara ont organisé plusieurs manifestations. Les forces de sécurité loyales à Laurent Gbagbo ont réagi en recourant à un usage excessif de la force et, dans certains cas, en abattant délibérément des manifestants non armés ou des passants. Les exécutions extrajudiciaires et autres exécutions illégales se sont poursuivies jusqu'en avril 2011 et des dizaines de personnes ont été abattues soit chez elles, soit dans la rue. Un témoin oculaire a déclaré à Amnesty International :

« La nuit du 5 au 6 décembre [2010], un groupe important de membres des forces de sécurité est venu chez nous, certains étaient en uniformes et

d'autres en civil ; nous n'avons pas ouvert mais de la fenêtre nous avons pu voir sept cargos [véhicules de police ou de l'armée]. Quand nous avons pensé qu'ils étaient partis, nous avons ouvert la porte et moi et mon frère, Fofana Youssouf, sommes sortis mais les forces de sécurité étaient toujours là et ont commencé à tirer. Nous sommes rentrés en vitesse dans la cour et mon frère a été blessé. Il est mort peu de temps après. »

Disparitions forcées

Un certain nombre de personnes ont été victimes de disparitions forcées après avoir été arrêtées par les forces de sécurité loyales à Laurent Gbagbo. La plupart de ces disparitions forcées sont survenues suite à la manifestation du 16 décembre 2010. L'un des manifestants, Dao Sago, né en 1971, a ainsi été arrêté ce jour-là par les forces de sécurité. Un témoin oculaire a dit à Amnesty International :

« Quand on a appris que les FDS procédaient à des tirs et à des arrestations, on a évité de marcher en groupe. On se suivait les uns derrière les autres. Dao précédait le cortège. À un moment, un groupe de FDS et de miliciens ont arrêté mon frère. Quand il a montré sa carte d'identité, les miliciens et les militaires l'ont entouré. Ils l'ont déshabillé et il ne portait plus que son caleçon. Ils ont commencé à le frapper. Ils le frappaient avec des gourdins, des crosses de fusil. Certains lui donnaient des coups de pied. Nous avons pris la fuite et immédiatement après, nous avons appelé Dao sur son téléphone portable mais c'était une autre personne qui nous a répondu et qui nous a dit que Dao était en train d'être tué. Nous sommes allés partout, dans les commissariats de police et les morgues pour le trouver, sans résultat. »

Bombardements d'habitants d'Abobo

Fin février et en mars 2011, les forces de sécurité loyales à Laurent Gbagbo ont tiré des obus de mortier sur des zones fortement peuplées dans la commune d'Abobo, qui était passée sous le contrôle d'éléments armés autoproclamés « Commando invisible » hostiles à Laurent Gbagbo. De nombreuses personnes, y compris des femmes et des enfants, ont été tuées lors de ces bombardements. Des informations recueillies par Amnesty International indiquent également que, lorsqu'elles traversaient Abobo, les forces de sécurité tiraient par rafales tuant et blessant des habitants non armés.

« Quand on est allé se coucher, on n'a pas entendu de bruits ni de tirs mais, soudain, au milieu de la nuit, vers 23h 30, nous avons entendu un grand bruit. Un obus est tombé dans la cour d'un voisin. Une adolescente de douze ans qui dormait est morte sur le coup. Koné Toumoutou, âgée de six ans, et Bakary Koné, âgé de deux ans, ont été mortellement touchés et sont décédés après

avoir été transférés dans un centre de soins. Deux autres enfants de la même famille ont été blessés. Plusieurs adultes, dont la grand-mère âgée de cinquante-trois ans, ont été blessés. »

Un des témoins du bombardement ayant eu lieu dans la nuit du 11 et 12 mars 2011 à Abobo.

Attaques contre des mosquées et des imams

Après la proclamation des résultats de l'élection présidentielle, des mosquées, tant à Abidjan qu'à l'extérieur de la capitale économique du pays, ont été attaquées et, dans certains cas, des fidèles, y compris des imams (dignitaires religieux musulmans), ont été abattus. Ces attaques se sont intensifiées fin février 2011 avec la dégradation générale de la situation à Abidjan.

Les forces de sécurité loyales à Laurent Gbagbo, accompagnées de milices des Jeunes Patriotes ont ainsi pénétré de force dans deux mosquées. Ces hommes ont justifié leur acte en affirmant qu'ils étaient à la recherche d'armes. Ils ont brutalisé et parfois abattu plusieurs personnes se trouvant dans ces lieux de culte, y compris des imams.

« Ils ont commencé à nous donner des coups, à l'aide de leurs crosses de fusils. D'autres nous donnaient des coups de poing et de coups de pied avec leurs rangers. L'un d'entre eux m'a lancé un Coran qui brûlait. Ils nous ont ensuite demandé de nous déshabiller complètement et ont continué à nous donner des coups. Quand ils ont vu que l'un d'entre nous, Cissé Moustapha, portait des amulettes, ils se sont déchaînés sur lui, plus que sur moi et l'autre personne, et ils l'ont accusé d'être un assaillant. Ils nous ont contraints à nous coucher par terre, ils nous ont piétinés. Puis ils nous ont demandé de nous mettre à genoux, le menton sur le sol et les fesses en l'air et ils ont introduit le bout de leur fusil dans notre anus en le remuant. [...] Comme je toussais, ils m'ont repoussé par terre, mais ils sont partis avec Moustapha Cissé et depuis ce vendredi, nous ne l'avons plus revu. »

Une victime qui a survécu à l'attaque de la mosquée de Lem le 25 février 2011.

Violences sexuelles

Amnesty International a enquêté sur plusieurs cas de viols commis, à Abidjan, par les forces de sécurité loyales à Laurent Gbagbo. Une des victimes de viol a dit à Amnesty International :

« Le 19 décembre [2010], ils sont venus chez moi à Abobo au milieu de la nuit ; je dormais avec mon mari et les enfants. Ils ont frappé à la porte. La porte donne sur la rue. On n'a pas ouvert. Ils ont cassé la porte ; la porte était en bois. Ils sont rentrés ; ils étaient huit ; quatre en civil et quatre corps habillés,

en treillis foncé et cagoulés. Deux ont emmené mon mari dehors et six sont venus vers moi. Ils m'ont demandé de me déshabiller et lorsque je ne l'ai pas fait et ils se sont jetés sur moi. Ils m'ont tous violée à tour de rôle. Ils ont jeté les enfants par terre. Les enfants pleuraient. Moi je criais. Je ne sais pas ce qu'ils ont fait à mon mari. Après j'ai entendu deux coups de feu. Puis ils sont partis et j'ai trouvé mon mari couché dehors sur le ventre. Il était mort. Les gens qui m'ont violée m'ont dit que si je voulais me plaindre, je n'avais qu'à aller voir ADO [Alassane Dramane Ouattara]. »

ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS COMMISES PAR LES MILICES SOUTENANT LAURENT GBAGBO



Des jeunes miliciens connus sous le nom de "Jeunes Patriotes" ont été armés et entraînés par le gouvernement de Laurent Gbagbo. Beaucoup ont procédé à des contrôles d'identité aux barrages qu'ils ont érigés à Abidjan, souvent frappant ou tuant ceux qu'ils soupçonnaient d'être des partisans du président Alassane Ouattara.

Depuis des années, le gouvernement de Laurent Gbagbo a armé et entraîné des jeunes gens qui se sont organisés sous forme de milices, connues sous le nom de « Jeunes Patriotes ». Ces milices ont commis des homicides délibérés et arbitraires - dirigés principalement contre des personnes ayant un patronyme ou portant des vêtements musulmans. Parmi ces victimes figurent de nombreux ressortissants de la sous-région, notamment des Maliens, des Burkinabè, des Sénégalais et des Guinéens. Les Jeunes patriotes ont parfois agi en collusion avec des forces de sécurité loyales à Laurent Gbagbo ou avec le consentement tacite de celles-ci. Ces milices ont notamment érigé des barrages dans de nombreux lieux stratégiques d'Abidjan et ont procédé à des contrôles d'identité, frappant, rackettant et parfois tuant des partisans avérés ou supposés d'Alassane Ouattara.

Les violences commises par ces milices se sont fortement intensifiées à la suite d'un

discours, prononcé le 25 février 2011 dans un bar de Yopougon (Baron bar), par Charles Blé Goudé, leader des Jeunes Patriotes dans lequel il a appelé ces derniers à s'organiser en comités de surveillance afin de contrôler les entrées et les sorties des quartiers et de « *dénoncer toutes les personnes étrangères qui viennent dans vos quartiers* ». Le 27 février 2011, un jeune homme a été battu à mort, à Yopougon, car il était étranger au quartier. Un témoin oculaire a raconté à Amnesty International :

« J'ai remarqué un attroupement à la hauteur de la Sicogi, à Yopougon. Quand je me suis rapproché, j'ai vu qu'un jeune homme se faisait battre à la fois par des hommes et des femmes. Ils étaient armés de machettes, de gourdins et de briques. Tout en le frappant, ils disaient qu'il n'était pas originaire du quartier et l'accusaient d'être un rebelle. Ils lui ont passé plusieurs pneus autour du cou. Il vivait encore quand ils ont mis le feu aux pneus. Après leur forfait, les Jeunes Patriotes ont poussé des cris de guerre et se sont mis à crier : ' Nous avons attrapé un rebelle.' Son corps était à moitié calciné quand son frère est venu le retrouver. [...] »

Ces milices se sont également rendues responsables d'actes de viols à l'encontre de femmes accusées d'être favorables à Alassane Ouattara. Dans certains cas, ces viols ont été commis en présence ou avec la participation des forces de sécurité loyales à Laurent Gbagbo. Une de leurs victimes a raconté à Amnesty International :

« Le 16 décembre [2010], vers 19 heures, je revenais de la marche revêtue d'un T-Shirt d'ADO, d'autres personnes étaient avec moi. Dix civils à peu près étaient postés à un barrage. Pris de peur, nous avons fui. Je ne pouvais pas courir vite car mon bébé était attaché dans mon dos. Ils m'ont attrapée ainsi qu'une autre jeune fille. Ils ont immédiatement arraché le pagne qui tenait mon bébé. Ce dernier est tombé par terre et poussait des cris. Malgré cela, ils l'ont laissé par terre et m'ont entraînée à côté d'une table. Ils m'ont tenue par les mains. L'un d'eux écartait mes jambes et un autre me violait, puis un autre m'a également violée. Après le viol, ils m'ont giflée et m'ont dit que si je voulais me plaindre, je n'avais qu'à appeler ADO. À la fin, ils m'ont laissée partir et j'ai pris mon bébé dans les bras. L'autre fille qui avait été attrapée et portait également un T- Shirt d'ADO a également été violée. [...] »

Une soixantaine de corps ont été découverts, les 3 et 4 mai 2011, à Yopougon. Les FRCI ont affirmé que ces personnes avaient été tuées par des mercenaires libériens et des milices pro-Gbagbo, juste après l'arrestation de l'ancien président, en avril 2011. À la mi-mai 2011, les autorités ivoiriennes ont annoncé que des milices et des mercenaires libériens pro Gbagbo avaient tué au moins 220 civils dans le sud-ouest du pays, au cours de leur fuite vers le Libéria.

ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS COMMISES PAR LE « COMMANDO INVISIBLE », GROUPE ARMÉ HOSTILE AU PRÉSIDENT SORTANT LAURENT GBAGBO

Un groupe armé autoproclamé « Commando invisible » a pris le contrôle de la commune d'Abobo au début de l'année 2011.

Ce groupe armé a commis des atteintes graves aux droits humains en s'en prenant à des populations d'ethnie ébrié accusées d'être favorables à Laurent Gbagbo. Ils ont notamment attaqué, le 6 et 7 mars 2011, le village d'Anonkoua-Kouté, situé dans la commune d'Abobo, tuant et blessant des dizaines de personnes. Un témoin oculaire de cette attaque a raconté à Amnesty International :

« Vers 3 heures du matin, tout le monde dormait quand des tirs ont été entendus. Des hommes, dont certains armés et qui parlaient dioula, ont pénétré dans certaines habitations et ont demandé où se trouvaient les armes déposées par Laurent Gbagbo. Des maisons ont été incendiées. Certains habitants n'ont pas eu le temps de se sauver. Certains ont été tués par balles, d'autres dont Martin Loba, pharmacien, a été égorgé. Les hommes armés nous accusaient d'être derrière Laurent Gbagbo. Au moment de leur entrée dans une maison, un des membres du commando a ouvert une bouteille de gaz et y a allumé le feu. Le matin quand Kango Sylvie, âgée de quarante ans, une des villageoises, est sortie de sa maison, elle était rouge. La peau se décollait de son corps. Elle est décédée de ses blessures le jour même. »

VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS COMMISES PAR LES FRCI DURANT ET APRÈS L'ARRESTATION DE LAURENT GBAGBO

Lors de la conquête d'Abidjan et dans les semaines qui ont suivi, les FRCI, créées par Alassane Ouattara le 8 mars 2011, ont commis des violations graves des droits humains ciblant les partisans avérés ou supposés de Laurent Gbagbo.

L'attaque menée le 11 avril 2011 contre la résidence de Laurent Gbagbo à Abidjan a ainsi donné lieu à des violations des droits humains perpétrées à l'encontre de certains partisans proches du président sortant, y compris des membres de son gouvernement. Au moins une personne est morte et plusieurs autres ont été blessées durant l'arrestation de Laurent Gbagbo et ses partisans. D'autres ont été maltraitées au moment de leur arrestation.

Un témoin a décrit dans quelles conditions l'ancien ministre de l'Intérieur, Désiré Tagro, qui est décédé quelques heures plus tard à l'hôpital, avait été blessé.

« Désiré Tagro était en discussion avec l'ambassadeur de France pour convenir des modalités de la reddition de Laurent Gbagbo et de ses proches. Désiré Tagro est sorti avec un drapeau blanc mais on lui a tiré dessus sans le toucher. Il est revenu et a rappelé l'ambassadeur pour lui demander que les

tirs cessent. Lorsque nous sommes sortis, j'ai vu que Désiré Tagro était blessé à la mâchoire ».

Des partisans présumés de l'ancien président, y compris des journalistes et des avocats, ont aussi été victimes de violentes représailles et ce, en dépit de l'appel lancé à la télévision, le 11 avril 2011, par le président Ouattara. Celui-ci avait appelé « *tous [ses] compatriotes qui seraient gagnés par un sentiment de vengeance à s'abstenir de tout acte de représailles et de violences.* »

« Le 12 avril 2011, des hommes armés, dont certains portaient des uniformes, ont fait une descente dans notre quartier de Yopougon. Il était environ 10 heures du matin. Ils ont appréhendé le policier à son domicile et l'ont abattu à bout portant. »

Les partisans avérés ou présumés de Laurent Gbagbo, ont également été pris pour cible. Certains d'entre eux ont eu leur maison pillée, leur cabinet détruit et ont dû fuir parfois à l'étranger.

3. VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS ET DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE DANS L'OUEST



La Mission catholique de Duékoué. Des dizaines de milliers de personnes ont trouvé refuge dans la Mission depuis le début des violences et particulièrement après les massacres commis à la fin du mois de mars à Duékoué et dans les villages environnants. Les personnes déplacées manquaient de nourriture de première nécessité, d'eau, d'assainissement et de médicaments.

Depuis décembre 2010, les violations et atteintes aux droits humains les plus graves ont été commises dans l'ouest du pays, une région riche en plantations de café et de cacao, et qui est, depuis longtemps, en proie à des tensions intercommunautaires.

Massacre à Duékoué

Le 28 mars 2011, les FRCI, soutenues par des forces supplétives composées notamment de Dozos (chasseurs traditionnels), ont lancé une offensive générale dans l'ouest du pays et ont conquis, en trois jours, la quasi-totalité du pays qui était encore aux mains des partisans de Laurent Gbagbo. Dans les jours qui ont suivi, les deux parties au conflit ont commis des violations graves du droit international humanitaire, y compris des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Des combats acharnés ont notamment eu lieu pour le contrôle de la ville de Duékoué, durant la journée du lundi 28 mars, entre les forces loyales à Laurent Gbagbo et celles combattant pour Alassane Ouattara. Des mercenaires du Libéria et des miliciens favorables à Laurent Gbagbo ont combattu aux côtés des FDS contre les FRCI. Tout au long de cette journée, les

forces loyales à Laurent Gbagbo ont pillé des biens appartenant aux Malinkés (Dioulas) et ont assassiné des civils y compris un imam et une autre personne qui se trouvait avec lui. Les miliciens pro-Gbagbo n'ont pas pu résister à l'assaut des FRCI, soutenues par des Dozos et d'autres éléments armés en civil, et ils ont pris la fuite. Dès la matinée du 29 mars 2011, les FRCI accompagnées par les Dozos ont totalement pris le contrôle de Duékoué et, dans les heures et les jours qui ont suivi, des centaines de personnes appartenant à l'ethnie guérée ont été assassinés de manière délibérée et systématique, à Duékoué et dans certains villages environnants, uniquement en raison de leur appartenance ethnique. Ceux qui ont survécu ont trouvé refuge à la Mission catholique de Duékoué ou ont fui en brousse ou dans les pays voisins.

Amnesty International a recueilli, à Duékoué et dans les villages environnants, plus d'une centaine de témoignages de personnes ayant survécu à ce massacre. Une femme habitant Duékoué a raconté à Amnesty International :

« Le lundi [28 mars 2011], les FRCI ont eu facilement le dessus sur les FDS et leurs alliés, miliciens et mercenaires libériens. Ceux-ci ont vite déserté la ville en abandonnant les civils, nous étions sans aucune protection. Le lendemain, les FRCI et les Dozos ont pénétré dans le quartier Carrefour, ils sont entrés dans les cours et ont chassé les femmes. Puis, ils ont demandé aux hommes et aux jeunes de s'aligner et leur ont demandé de décliner leurs prénoms et noms et de présenter leurs cartes d'identité. Puis, ils les ont exécutés. J'ai assisté au tri qu'ils opéraient, trois jeunes hommes, dont un âgé d'une quinzaine d'années, ont été tués par balles devant moi. »

Deux combattants parcourent les rues désertes de Duékoué quelques jours après les attaques en vue de la prise de contrôle de la ville. Des centaines de Guérés ont été massacrés pour des raisons ethniques ou politiques.



Cherchant à fuir ces massacres, des milliers de personnes ont tenté de rejoindre la Mission catholique de Duékoué et certaines ont été tuées en route. Des personnes ont été abattues sous les yeux de leurs parents, parfois à l'arme blanche. La mère d'un jeune homme, égorgé devant elle, a raconté à Amnesty International :

« Le mardi matin, vers 10 ou 11 heures, ils sont entrés dans la cour et ont tiré en l'air. Mon fils et moi sommes sortis, les mains sur la tête. Ils ont dit qu'ils voulaient tuer le garçon. J'ai commencé à pleurer. L'un d'entre eux a crié et a dit qu'il ne voulait pas tuer les femmes : 'On veut le garçon. Les femmes, ce sont nos chiens qui vont coucher avec vous', et ils ont égorgé mon fils. »



Une femme regarde la dépouille d'un cadavre dans le quartier Carrefour de Duékoué où les forces soutenant Alassane Ouattara ont saccagé de nombreuses maisons le 29 mars 2011 à la recherche de Guérés. Les femmes et les jeunes filles ont pu partir mais des centaines d'hommes ont été exécutés.

Ce massacre s'est déroulé à Duékoué alors qu'une base de l'ONUCI se trouvait à 1 km du Quartier Carrefour, le principal lieu des tueries. Les premières personnes qui ont pu trouver refuge à la Mission catholique ont sollicité l'aide des soldats de maintien de la paix, en vain.

Une femme a déclaré à Amnesty International :

« Je suis allée voir les gens de l'ONUCI pour leur dire que nos hommes et nos garçons étaient en train de se faire massacrer et qu'il fallait intervenir et ils n'ont rien fait ».

Massacres et tueries dans les villages situés dans la région de Duékoué

Liste des personnes tuées dans le village de Delobly au cours de l'attaque lancée par les forces soutenant Alassane Ouattara, fin mars 2011. Lorsqu'une délégation d'Amnesty International s'est rendue dans la zone mi-avril, seuls 16 des 995 habitants étaient de retour chez eux.



La délégation d'Amnesty International a également enquêté sur des tueries et des massacres commis par les FRCI, les Dozos et d'autres éléments armés combattant avec eux, dans plusieurs villages environnant Duékoué, notamment Dahoua, Delobly, Bahé Bé, Pinhou, Guéibli, Guinglo-Zia, Diéhiba et Diahouin. Suite à ces attaques, ces villages ont souvent été désertés par leurs populations appartenant à l'ethnie guérée et un grand nombre de personnes fuyant les tueries ont trouvé refuge en brousse où elles ont été pourchassées et, dans certains cas, tuées.

Un témoin, habitant le village de Dahoua a raconté à Amnesty International :

« Le vendredi 1^{er} avril, des Dozos et des hommes en treillis sont arrivés, provoquant une panique dans le village. Ils ont saccagé la maison du chef de village, un ex-adjutant à la retraite. Sa maison a été brûlée et ils ont déclaré qu'ils allaient revenir. Tous les habitants sont allés se réfugier en brousse. Le lendemain, je suis retourné au village mais j'ai été attrapé par les FRCI. Ils m'ont demandé d'appeler les villageois mais les FRCI et les Dozos ont dit qu'ils n'étaient pas venus pour tuer. Ils ont ensuite demandé aux gens de se rassembler. Ils ont pris trois jeunes qui étaient parmi la population déplacée. Ils ont déclaré qu'ils étaient des malfaiteurs. Deux ont été attachés dos à dos, les quatre mains liées dans le dos, un autre a été attaché de la même manière. Un d'entre eux a pris un couteau et les a égorgés. »

Massacres dans la ville de Guiglo



La route entre Blolequin et Guiglo, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire où des combats ont eu lieu à la fin du mois de mars 2011.

La délégation d'Amnesty International s'est également rendue à Guiglo qui se trouve à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de Duékoué, en avril 2011. Bien qu'ils aient pris le contrôle de la ville de Guiglo, sans rencontrer de résistance, les FRCI et les éléments armés combattant avec eux ont abattu des membres du groupe ethnique guéré.

Des réfugiés libériens qui étaient installés à Guiglo depuis plus de vingt ans, après avoir fui le conflit au Libéria dans les années 1990, ont également été ciblés par les FRCI qui les ont assimilés à des mercenaires libériens pro-Gbagbo. Une femme libérienne réfugiée a raconté à la délégation d'Amnesty International comment des éléments des FRCI avaient abattu un réfugié libérien:

« Des éléments des FRCI sont arrivés dans le camp. Ils ont tiré pour nous effrayer. Un réfugié libérien appelé Julian a été capturé. Ils lui ont attaché les mains dans le dos puis ont également attaché ses pieds. Julian a été mis dans un véhicule et à quelques mètres du camp, ils l'ont jeté par terre comme un sac de riz et lui ont demandé de déguerpir. Il a déclaré qu'il ne pouvait pas car ses pieds étaient attachés. Ils l'ont accusé d'être un mercenaire libérien. Il a répondu qu'il n'était pas libérien mais ivoirien. L'un d'entre eux a enlevé la baïonnette de son fusil et l'a enfoncée dans sa tête. Cette même personne lui a donné des coups de couteau dans les côtes et Julian s'est effondré par terre. Les FRCI ont ensuite demandé aux trois femmes d'exprimer leur joie et de frapper dans les mains. Je ne pouvais pas me réjouir, j'ai regardé dans la direction de la brousse, l'un m'a intimé l'ordre de regarder et de taper dans les mains, nous avons été contraintes de leur obéir. »

Attaques dans d'autres régions de l'Ouest du pays

Après l'arrestation de Laurent Gbagbo le 11 avril 2011, les FRCI et les troupes combattant à leurs côtés ont attaqué certains villages en affirmant qu'elles recherchaient des armes et des mercenaires libériens. Les attaques contre les villages - habités par des populations appartenant à des groupes ethniques présumés favorables à Laurent Gbagbo - se sont poursuivies durant les premières semaines de mai. Plusieurs villages situés dans la sous-préfecture de Dago, dans le département de Sassandra, ont été pillés et incendiés. Un chef de village a déclaré à Amnesty International, le 9 mai 2011 :

« Depuis le 6 mai, les FRCI et les populations allogènes se livrent à des exactions innombrables contre nous. Il y a des morts partout et comme les gens ont fui en brousse, il n'y a personne pour enterrer les cadavres qui sont exposés sur la route. Derrière tout ça, il y a un problème foncier car les allogènes veulent prendre nos terres ».

Entre le 6 et le 8 mai, plusieurs villages ont été incendiés et des dizaines de personnes ont été tuées, notamment dans le village de Gobroko. Les FRCI ont justifié ces actes en disant qu'elles étaient à la recherche d'armes et de mercenaires libériens.

Violences sexuelles

Amnesty International a pu également recueillir des informations sur des cas de viols et de violences sexuelles commis à l'égard de femmes et de jeunes filles par des FRCI et d'autres éléments armés combattant avec eux.

Ainsi, le 31 mars, dans le village de X [nom du village non mentionné pour des raisons de sécurité], situé à 8 km de Duékoué, une jeune fille âgée de quatorze ans a été violée et tuée. Un témoin a raconté :

« Le 31 mars, des hommes en treillis militaires ont encerclé mon campement [maison située dans une plantation]. Ils ont d'abord tiré sur moi. Je suis tombé, ils ont cru que j'étais mort. Ils ont ensuite encerclé les autres personnes. La fille d'une dame, âgée de quatorze ans et qui habitait également le campement, a été violée avant d'être tuée. Elle se débattait, elle poussait des cris, elle demandait de l'aide, sans succès, les autres ne pouvaient rien faire. L'un des assaillants a déchiré son pagne et l'a violée, puis il lui a tiré dessus et ensuite sur les autres. »

D'autres femmes ont été détenues durant plusieurs jours et violées à de multiples reprises.

Après plus de 15 ans de discours xénophobes qui ont divisé les populations de Côte d'Ivoire, il est urgent de rassurer et de protéger les différentes communautés qui habitent ce pays. Malheureusement, les très graves violations et atteintes aux droits humains commises, depuis l'arrestation de Laurent Gbagbo, par les FRCI et les éléments armés combattant à leurs côtés montrent que les populations appartenant à des groupes ethniques considérés comme partisans de Laurent Gbagbo continuent d'être la cible d'attaques.

Le président Alassane Ouattara et son gouvernement doivent respecter leur promesse de lutter contre l'impunité et de faire en sorte que justice et réparation soient rendues à toutes les victimes quels que soient leur groupe ethnique et leur affiliation politique présumée. Si ces mesures ne sont pas mises en œuvre de manière prioritaire, l'avenir de la Côte d'Ivoire risque de replonger à nouveau dans un cycle de violations et d'atteintes aux droits humains impunies qui provoqueront tôt ou tard des appels à la vengeance et feront le lit de nouvelles violences.

Amnesty International
International Secretariat
Peter Benenson House
1 Easton Street
London WC1X 0DW

www.amnesty.org

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

